

## ACCORD-CADRE DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

#### CCAP MARCHÉ N°dirce-pes-CBéton-2025

##### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

ÉTAT - Ministère du Partenariat avec les Territoires et de la Décentralisation - Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE) en tant que coordonnateur d'un groupement de commande avec la région Auvergne-Rhône-Alpes

##### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Mme la Directrice interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de Mme la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers (arrêté préfectoral n° 69\_Préf\_Préfecture du Rhône\_69-2024-04-12-00002 du 12/04/2024)

##### *Groupement de Commande*

Direction Interdépartementale des routes Centre-Est  
Région Auvergne Rhône-Alpes

##### *Objet du marché*

Prestations de Contrôle Béton relatives aux opérations d'équipements dynamiques de la DIR Centre-Est

##### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 04 avril 2025 à 12h00 \_\_\_\_\_

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Décomposition en tranches et en lots.....	5
1.3 - Intervenants et forme des notifications.....	5
1.4 - Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité..	7
1.5 - Contrôle des coûts de revient.....	7
1.6 - Dispositions générales.....	7
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 3 - PRIX DU MARCHE.....</b>	<b>11</b>
3.1 - Tranches conditionnelles.....	11
3.2 - Contenu des prix.....	11
3.3 - Variation dans les prix.....	12
3.4 - Modalités particulières de paiement.....	14
<b>ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS.....</b>	<b>14</b>
4.1 - Délai de réalisation.....	14
4.2 - Prolongation des délais d'exécution.....	15
4.3 - Pénalités pour retard.....	15
4.4 - Autres pénalités.....	15
<b>ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>16</b>
Retenue de garantie.....	16
<b>ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 7 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX...16</b>	<b>16</b>
7.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	16
7.2 - Études d'exécution.....	16
7.3 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	16
7.4 - Registre de chantier.....	17
<b>ARTICLE 8 - CONTRÔLES, ADMISSION ET GARANTIES.....</b>	<b>17</b>
8.1 - Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	17
8.2 - Admission.....	17
8.3 - Garantie(s).....	17
8.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	17
8.5 - Documents fournis après exécution.....	17
8.6 - Garanties particulières.....	17

<b>ARTICLE 9 - RÉSILIATION.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 10 - ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 11 - DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES.....</b>	<b>18</b>
<b>11.1 - COMMUNICATION AVEC LA MAÎTRISE D'ŒUVRE ET D'OUVRAGE.....</b>	<b>18</b>
<b>11.2 - SIGNATURE DES CONSTATS.....</b>	<b>18</b>
<b>11.3 - PROLONGATION DES DÉLAIS.....</b>	<b>18</b>
<b>11.4 - DIFFÉREND.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 12 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>19</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

***Dans la suite du présent document le "Maître de l'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.***

***Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.***

## ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 - Objet du marché

#### ***Objet***

Le PES a en charge la maîtrise d'œuvre et le suivi des travaux de génie civil nécessaires à l'implantation des portiques, potences et hauts-mâts, supports de ses équipements dynamiques.

Un certain nombre de préconisations relatives aux caractéristiques du béton et à leur mise en œuvre pour les massifs de fondation de ces structures sont prescrites dans les CCTP.

De ce fait, le SES/PES souhaite s'appuyer sur une mission de contrôle extérieur spécifique aux bétonnages des massifs de ces structures.

Les prestations du présent marché comprennent l'exécution de missions de contrôle extérieur de la qualité des massifs béton, de type essais et mesures pour les opérations de :

- déploiement de panneaux à messages variables (PMV) sur le réseau de la DIR Centre-Est ;
- déploiement d'équipements de vidéosurveillance sur le réseau de la DIR Centre-Est ;
- déploiement de Portiques Potences Hauts Mâts (PPHM) sur le réseau de la DIR Centre-Est.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11. En conséquence l'attention des candidats est attirée sur les stipulations de l'article 7-6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Réseau routier de la DIR Centre-Est

***Groupement de commande***

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un groupement de commande entre :

- la direction interdépartementale des routes Centre-Est ;
- la Région Auvergne Rhône-Alpes ;

La DIR Centre-Est est désignée coordonnateur du groupement de commandes et a la qualité de représentant de l'acheteur pour la conclusion du marché.

***Procédure***

Conformément aux dispositions des articles [L2123-1](#) et [R2123-1](#) du code de la commande publique, la technique d'achat prévue par le présent document est celle d'un marché à procédure adaptée (MAPA) sans négociation.

À l'issue de la procédure de passation du marché, l'acheteur retiendra un titulaire, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

***Lieux d'exécution***

Le lieu d'exécution du présent marché est le réseau routier national et régional dont la DIR Centre-Est assure la gestion de trafic et sa proximité immédiate.

Le réseau routier est explicité sur le site internet de cette dernière et également présenté au CCTP.

**1.2 - Décomposition en tranches et en lots**

Le marché n'est pas alloté géographiquement et il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

**1.3 - Intervenants et forme des notifications*****Mandataire du maître de l'ouvrage***

Sans objet.

***Désignation de sous-traitants en cours de marché***

S'il le juge nécessaire pour justifier de compétence utile au marché, le candidat présentera les sous-traitants auxquels il compte recourir via un dossier technique.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.6.3 ci-après.

Conformément à l'article 114-4 du Code des Marchés Publics, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation des sous-traitants directs et indirects et agrément des conditions de paiement pour les seuls sous-traitants directs.

### ***Représentation du Pouvoir Adjudicateur***

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) est, sous réserve de changements ultérieurs : Mme La Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de Madame la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers.

### ***Notifications***

Toutes les notifications entre les différentes parties, des décisions ou de communication d'informations liées à l'exécution du présent marché, qu'elles fassent courir un délai ou non, sont réalisées par voie électronique, soit par la plateforme de dématérialisation, soit par courriel. En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Sauf indication contraire fournie par le titulaire, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique figurant à l'article premier de l'acte d'engagement.

La plateforme de dématérialisation PLACE permet l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Dans le cas d'un envoi par courriel :

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours : dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation ou par courrier RAR et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.
- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures : dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans l'heure, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation de l'acheteur et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, pour toutes les notifications faites par voie électronique faisant courir un délai, ces derniers commencent à courir dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Le titulaire s'engage sous peine des pénalités prévues à l'art 4.3 à prendre connaissance des messages reçus et accuser leur réception sous 1 jour ouvré. Par réciprocité, le RPA s'engage à prendre connaissance des messages reçus et en accuser réception sous 1 jour ouvré.

## **1.4 - Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité**

Sans objet.

## **1.5 - Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1.6 - Dispositions générales**

### **1.6.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.2 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **a) Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l' Article 3 - du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

b) Lutte contre les prestations de services internationales illégales

Désignation d'un représentant du titulaire :

Le titulaire établi hors de France, qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public, doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail, désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Documents à produire :

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,



- les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France, sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39.2 du CCAG.

#### Obligation d'affichage :

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4 .

### **1.6.3 Responsabilités et Assurances**

#### **a) Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **b) Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés, ou en complément de l'article 9.1 du CCAG après réception de l'ouvrage.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices devront apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels consécutifs : 1 500 000 € par sinistre et par année ;
- dommages immatériels consécutifs confondus : 1 500 000 € par sinistre et par année ;
- dommages immatériels non consécutifs : 200 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le RPA se réserve le droit de demander au titulaire de

fournir une attestation émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie dans les conditions fixées au 9.1.1 du CCAG. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

### ***Clauses environnementales***

Un critère de performance en matière de protection de l'environnement est prévu comme critère de jugement des offres (cf §4.2 du RC).

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A - Pièces particulières**

- L'acte d'engagement du marché et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières du marché (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché, constitué de six fascicules, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- Le bordereau des prix du marché (BP).

### **B - Pièces générales**

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, seul l'acte d'engagement est notifié. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

### **C – Engagements unilatéraux de l'entreprise**

À l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté les documents suivants qui constitue des engagements unilatéraux de sa part vis-à vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui

pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenus dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Mémoire technique en toutes ses composantes, prévu par le Règlement de consultation.

## ARTICLE 3 - PRIX DU MARCHÉ

### 3.1 - Tranches conditionnelles

Sans objet.

### 3.2 - Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Il ne pourra être exécutée aucune prestation au-delà du montant maximum du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RPA ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 23.2 du CCAG.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. Le règlement s'effectuera sur facture après validation du service fait.

#### *Facturation sous forme électronique*

NB : le terme "facture" désigne dans les marchés "le projet de décompte".

Conformément aux L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP, les informations suivantes :

- Le numéro de marché (Région) ou engagement juridique (EJ long Etat) qui sera transmis par les services ordonnateurs à la suite de la notification du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique État (EJ court) ou Région, selon le bon de commande ;
- Le numéro de SIRET du destinataire (État ou Région, selon le bon de commande) ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par les services ordonnateurs à la suite de la notification du marché.

Remarques :

- Les factures doivent être regroupées et déposées sous Chorus Pro Facture Travaux sur une seule et même journée ;
- S'il s'est écoulé moins de 80 jours depuis le dépôt précédent, alors le RPA se réserve la possibilité de refuser la ou les factures concernées. À leur demande, ce délai pourra être ramené à 25 jours pour les PME.

Les modalités de transmission pourront être adaptées en cours de marché en fonction des besoins des services. En début de marché, le titulaire se rapprochera de l'exploitant pour en confirmer les principes.

### **3.2.1 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **3.3 - Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-dessous.

### ***Mois d'établissement des prix du marché***

Par dérogation à l'article 10.2.4, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP, moins 3 mois.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### ***Choix de l'index de référence***

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la mise à jour des prix du marché est :

SYNTEC

Il est publié :

- sur le site internet de Syntec

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités y compris celles qui résultent de l'application de l'article 50.4. du CCAG, **autres que de dédit ou d'attente**.

### ***Modalités de révision des prix***

Les prix sont révisés à la date anniversaire (date de notification de l'accord cadre), en application de la formule suivante :

$$Pr = Po [k + ((1-k) (Ir/Io))]$$

$k = 0,15$

Pr : prix révisé

Po : prix initial

Ir : valeur de l'indice mis en ligne à la date anniversaire moins 3 mois

Io : valeur de l'indice à la date du mois Mo tel que mentionné à l'acte d'engagement.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Il n'y aura pas de révision provisoire.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'acheteur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Les prix seront révisés annuellement à l'initiative du titulaire. Il devra transmettre un nouveau bordereau de prix, incluant les valeurs des indices retenus, au moment de la révision des prix et avant toute facturation aux prix révisés. Ce bordereau fait l'objet d'une vérification par l'acheteur dans le délai de 15 jours à compter de sa transmission par le titulaire. **Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS**, les prix révisés ne sont appliqués qu'aux bons de commande émis après validation de la révision par l'acheteur.

### *Application de la taxe à la valeur ajoutée*

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

## **3.4 - Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité.

## **ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

### **4.1 - Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement. Toutefois, il est dérogé aux dispositions du 13.1 du CCAG pour le début du délai d'exécution.

Le délai d'exécution débute à compter de la date précisée dans le bon de commande des prestations.

Les différents délais de fourniture des rapports sont précisés dans l'article 2.4 du CCTP.

Aucune intervention du titulaire sur site ne peut avoir lieu sans le respect des consignes de sécurité du CSPS (coordonnateur sécurité et prévention de la santé), si le chantier en dispose, du chef du CEI de la DIR Centre-Est compétent localement et du maître d'œuvre.

## **4.2 - Prolongation des délais d'exécution**

Sans objet.

## **4.3 - Pénalités pour retard**

Les pénalités pour retard sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

### ***Pénalités pour retard d'exécution***

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

## **4.4 - Autres pénalités**

### ***Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux***

Le béton prélevé et contrôlé doit être évacué et mis en décharge appropriée à la charge du titulaire. A défaut, le titulaire encourt une pénalité fixée à **150 €**.

### ***Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés***

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article b), il sera fait application d'une pénalité d'un montant de **1 000 €** pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

### **Autres pénalités**

#### ***Pénalité pour retard d'intervention ou absence***

Les rendez-vous de chantier ou en usine sont fixés par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence lors d'une prestation faisant l'objet d'un bon de commande dans le cadre du présent marché, le titulaire encourt une pénalité fixée à **500 €**.

#### ***Pénalités pour retard dans la remise de rapports de contrôle***

En cas de retard dans la remise de la documentation visée au paragraphe 2.4 du CCTP, le titulaire subit une pénalité de **100 €** par jour. Cette pénalité peut être retenue sur le montant HT dû par le pouvoir adjudicateur du ou des bons en cours avec le titulaire.

#### ***Pénalités pour retard dans la récupération des éprouvettes confectionnées sur chantier***

En cas de retard dans la récupération des éprouvettes confectionnées sur chantier, c'est-à-dire au-delà de 48 heures après le coulage le titulaire subit une pénalité de **100 €** par jour.

## **ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **Retenue de garantie**

Sans objet.

## **ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

Sans objet.

## **ARTICLE 7 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **7.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Sans objet.

### **7.2 - Études d'exécution**

Sans objet.

### **7.3 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

#### ***Installation des chantiers de l'entreprise***

Sans objet.

#### ***Lieux de dépôt des déblais en excédent***

Sans objet.

#### ***Sécurité et protection des travailleurs sur le chantier***

Sans objet.

#### ***Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire***

Le personnel du titulaire s'engage à posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées selon les dispositions générales prévues par la législation du travail et au règlement intérieur de l'établissement.



#### **7.4 - Registre de chantier**

Sans objet.

### **ARTICLE 8 - CONTRÔLES, ADMISSION ET GARANTIES**

#### **8.1 - Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

*Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves*

Sans objet.

*Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux*

Sans objet.

#### **8.2 - Admission**

Aucune stipulation particulière.

#### **8.3 - Garantie(s)**

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

#### **8.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **8.5 - Documents fournis après exécution**

Voir spécifications dans CCTP.

#### **8.6 - Garanties particulières**

Sans objet.

### **ARTICLE 9 - RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption, ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 36 du CCAG.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché ou de l'accord-cadre pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché ou l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 37.2 du CCAG.

## **ARTICLE 10 - ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI**

Sans objet.

## **ARTICLE 11 - DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES**

### **11.1 - Communication avec la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage**

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est le seul interlocuteur du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage. Par conséquent, ces derniers se réservent à tout moment le droit de considérer comme nul et non avenue ou comme étant inopposable toute forme d'écrit émanant d'un ou de plusieurs cotraitants qui ne leur aurait pas été adressé par le mandataire du groupement.

### **11.2 - Signature des constats**

Sans objet.

### **11.3 - Prolongation des délais**

Sans objet.

## 11.4 - Différend

Il est précisé que le délai de deux (2) mois prévu par l'article 46.2 du CCAG court également en l'absence de décision prise par le maître d'ouvrage dans le délai de deux mois en vertu des stipulations combinées des articles 46.3 à 46.5 du CCAG, pourvu que la procédure concerne une réclamation relative au décompte général.

## ARTICLE 12 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux CCAG FCS prévues par le présent CCAP sont les suivantes :

1.3	déroge	à l'article 3.1 du CCAG,
2	déroge	aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG
3.3	déroge	aux articles 10.2.2, 10.2.4 et 14.1.1 du CCAG
4	déroge	aux articles 13.1 et 14.1.2 du CCAG
9	déroge	à l'article 39 du CCAG